N°389 - avril 2011 - 4,60€ - 7 FS

Silence

écologie • alternatives • non-violence

Décroissance et démographie

Transition
Saint-Nazaire : faire (re)naître des jardins en ville

Françafrique
Comment j'ai ravagé la Côte d'Ivoire à coups de tablettes de chocolat

Tokyo : 34 millions d'habitants

D.R.

New-York : 28 millions d'habitants

Kaysha

Séoul : 24 millions d'habitants

D.R.

Mexico : 21 millions d'habitants

Wilf Hybrid/Pulpoolux

Sao Paulo : 21 millions d'habitants

Carlos Augusto Magalhães

Éditorial

Les pauvres trop nombreux… ou les riches trop riches ?

Aborder le sujet du nombre d'êtres humains sur la planète semble être un tabou aujourd'hui. Ce serait la porte ouverte aux dérives les plus autoritaires et les plus violentes. Pourtant il paraît évident que l'augmentation de la population est l'une des questions-clé du devenir de l'humanité.

La planète passera le cap des sept milliards d'êtres humains durant le second semestre 2011. Leur survie est en jeu : le climat se dérègle, les ressources sont limitées, nous atteignons un point de rupture écologique. Quelle est l'incidence du facteur "population" ?

Ce débat mérite d'être abordé dans la plus grande sérénité.

Il semble que l'impact écologique et la capacité de survie de l'humanité sur notre planète dépendent *grosso modo* de la conjonction de trois facteurs : "combien nous sommes", "combien nous consommons", et "comment nous produisons".

Sur quoi mettre l'accent pour réduire l'impact de l'humanité sur la planète pour que celle-ci reste vivable, pour ne pas nous autodétruire ? Sur l'espoir d'une technologie dématérialisée (n'est-ce pas un oxymore ?) qui nous permettrait toujours plus de croissance sans rien changer ? Sur la remise en cause de notre mode de vie en tant que sociétés industrialisées, et la réduction radicale de notre empreinte écologique par habitant-e ? Sur une meilleure maîtrise du nombre d'humains ?

Silence s'engage pour la réduction du niveau de consommation matérielle des pays riches. C'est ce facteur qui nous semble déterminant politiquement. Mais parallèlement, il importe de prendre en compte les autres facteurs de notre survie. Comment maîtriser la natalité dans nos pays où chaque personne a un impact moyen particulièrement "lourd" sur l'écosystème planétaire ?

Nous en faisons le pari dans ce dossier : "maîtrise démographique" peut rimer avec non-violence, équité, écologie et… sérénité.

Guillaume Gamblin ■

dossier

Dossier coordonné par Aurélien Boutaud

Empreinte écologique et démographie 5
Aurélien Boutaud

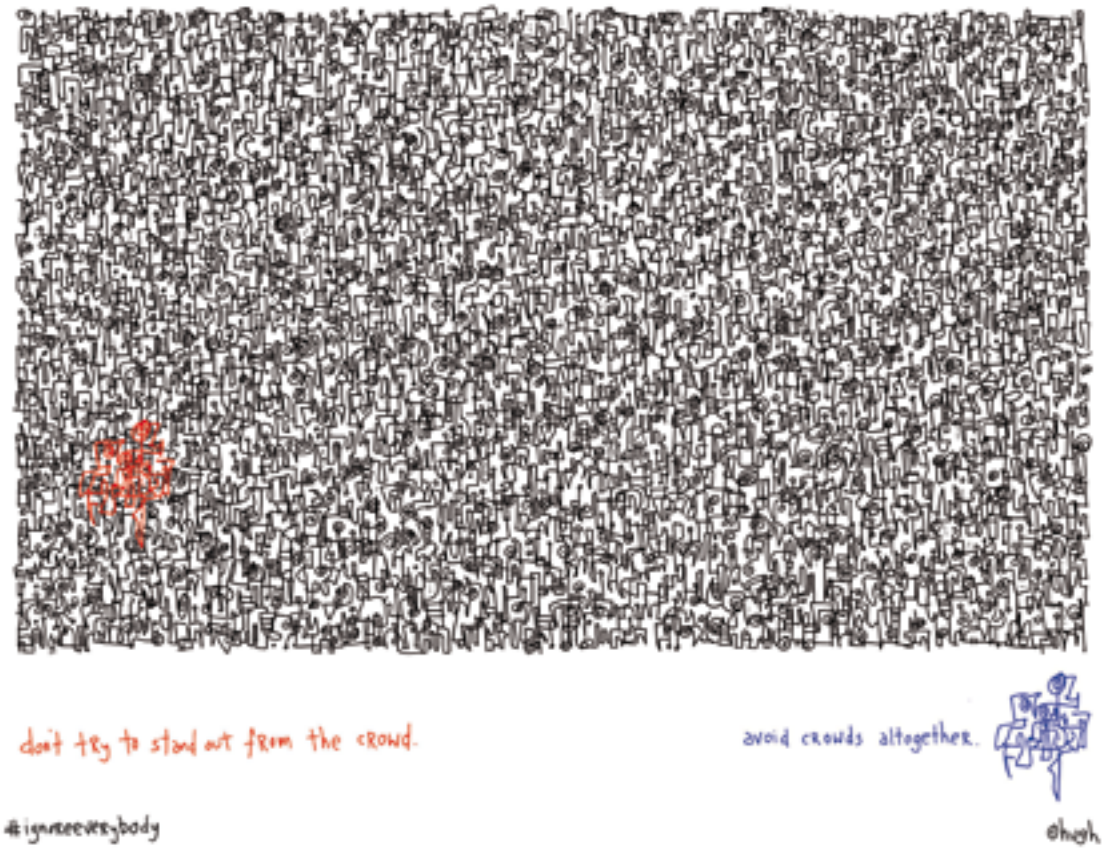
L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité 8
Jacques Caplat

Le Kerala : vers une transition démographique et écologique ? 9
Aurélien Boutaud

Trop tard pour un antinatalisme écolo ? 11
Mathilde Szuba

Croissance, décroissance et démographie 14
Aurélien Boutaud

Couverture : © Red!



Empreinte écologique et démographie

Qu'il s'agisse des propos alarmistes de Jacques-Yves Cousteau ou des écrits de Paul Ehrlich sur la "Bombe P", la surpopulation a occupé une part centrale des débats relatifs à l'écologie au début des années 1970. Pourtant, depuis, cette préoccupation s'est largement atténuée. On peut légitimement se demander pourquoi. La question de la population serait-elle devenue taboue ? Ou alors la démographie ne serait-elle finalement qu'un élément marginal de la problématique écologique, surestimée par certains pionniers de l'écologie ? Tentons d'y voir plus clair.

POUR FAIRE AVANCER CETTE ÉPINEUSE QUESTION, IL FAUT COMMENCER PAR RAPPELER LES termes du débat. C'est précisément ce que les chercheurs états-uniens Paul Ehrlich et John Holdren proposèrent dans un célèbre article paru dans la revue Science en 1971[1]. Les deux auteurs présentèrent alors une formule très générique permettant de calculer le poids qu'une société humaine exerce sur la nature, que l'on peut réduire à trois catégories de facteurs :

- la population (c'est à dire "combien nous sommes") ;
- le niveau de vie et le mode de consommation (c'est à dire "combien nous consommons chacun-e) ;
- la technologie (c'est à dire, plus ou moins, "combien nous produisons").

La population : un élément parmi d'autres…

La plupart des efforts pour modéliser notre impact sur l'environnement sont organisés sur cette base. Pour prévoir les émissions de gaz à effet de serre au cours du 21e siècle, les scientifiques du GIEC, par exemple, sont obligés de bâtir leurs scénarios sur l'évolution possible de ces trois facteurs. Il leur faut en effet répondre à ces questions incontournables : combien serons-nous, quels seront nos modes de vie et de quelles technologies disposerons-nous ? C'est également ces facteurs qui déterminent notre empreinte écologique.

(1) Ehrlich P., Holdren J., 1971. *"Impact of Population Growth"*, Science, n° 171, pp. 1212-1217

D.R.

L'équation d'Ehrlich et Holdren

En anglais, l'équation d'Ehrlich et Holdren se note I = P.A.T., où I signifie l'impact ; P désigne la population ; A signifie affluence, que l'on pourrait traduire par opulence ou richesse, ce qui détermine un certain niveau de consommation matérielle par habitant ; et enfin T signifie technology, ce qui renvoie à l'ensemble des outils et techniques utilisés par une société pour produire et/ou consommer. La technologie peut jouer un rôle aussi bien positif que négatif dans le résultat (l'impact), selon les cas.

L'équation d'Ehrlich et Holdren est très générique, donc forcément un peu simpliste. Elle a par exemple été développée de manière plus détaillée dans le domaine du changement climatique sous l'intitulé d'équation de Kaya. Elle est toutefois très utile pour décrypter les enjeux liés à la gestion des ressources naturelles.

La démographie a joué un rôle dans la croissance de notre empreinte écologique…

L'empreinte écologique mesure la surface de terre et de mer biologiquement productives qu'il faut mobiliser pour répondre de manière pérenne à nos besoins. Depuis le début des années 1960, l'empreinte écologique de l'humanité a été multipliée par 3 ; et, depuis le milieu des années 1980, cette empreinte écologique est supérieure à la capacité de la nature à se renouveler au niveau mondial. Par exemple, nous épuisons les stocks de certaines ressources renouvelables et nous dépassons les capacités de la biosphère à séquestrer le CO_2 que nous émettons dans l'atmosphère. La nature n'arrive tout simplement plus à suivre…

Mais jusqu'à quel point la croissance démographique en est-elle responsable ? Si on en croit les chiffres des Nations Unies, la population mondiale a été multipliée par deux environ durant la même période. En comparant les évolutions de l'empreinte écologique (x 3) et de la population mondiale (x 2), la conclusion est apparemment limpide : les changements de mode de production et de consommation ont entraîné une augmentation de l'empreinte écologique individuelle d'environ un tiers ; et la croissance démographique explique à elle seule les deux autres tiers de l'augmentation de l'empreinte écologique mondiale. Le facteur P serait donc le principal élément explicatif de la dégradation de la planète.

La réalité est en fait plus complexe. Car non seulement les pays les plus riches ont une empreinte écologique nettement plus élevée que les pays pauvres, mais c'est également le poids sur l'environnement de ces nations dites développées qui a le plus augmenté au cours des quarante à cinquante dernières années.

En effet, la population des pays les plus riches a peu évolué durant cette période. Mais un habitant d'un pays riche a vu son empreinte écologique augmenter de plus de 50% entre 1961 et 2007. Durant le même laps de temps, la population des pays pauvres a, quant à elle, fortement augmenté, certes… mais l'empreinte écologique d'un habitant d'un pays pauvre est restée stable, voire a légèrement baissé.

Depuis cinquante ans, l'augmentation de notre poids sur l'environnement est donc tout autant due à la croissance de la population mondiale qu'à la frénésie de consommation de ressources naturelles qui s'est emparée des pays les plus riches.

… mais le rôle de la démographie sera moindre à l'avenir

Non seulement la population mondiale n'est pas le seul facteur expliquant l'augmentation de notre impact sur l'environnement dans le passé, mais il est plus que probable que cet élément soit amené à jouer un rôle encore moins déterminant à l'avenir. Pourquoi ? Tout simplement parce que la plupart des nations du monde sont entrées (ou en voie d'entrer) dans une phase de transition démographique qui devrait amener leurs populations à se stabiliser.

Qu'est-ce que la transition démographique ?

Les démographes distinguent généralement trois phases d'évolution de la population mondiale :

1) *une phase d'équilibre démographique,* qui se caractérise par une relative stabilité du nombre d'habitants ; sur le moyen terme, le nombre de naissances équivaut alors *grosso modo* au nombre de décès, mais avec des taux de mortalité et de fécondité très élevés ;
2) *une phase d'explosion démographique,* généralement liée aux progrès techniques et aux avancées de la médecine qui génèrent une baisse du taux de mortalité, tandis que les taux de fécondité restent élevés, se traduisant par une forte augmentation de la population ;
3) *une phase de transition démographique* s'ensuit, liée à une évolution des comportements et une maîtrise de la natalité. Les taux de fécondité baissent jusqu'à atteindre des niveaux proches de l'équilibre démographique. La population se stabilise alors à nouveau. Souvent, ces périodes de transition s'accompagnent d'une forte conflictualité au sein des sociétés qui les mettent en place.

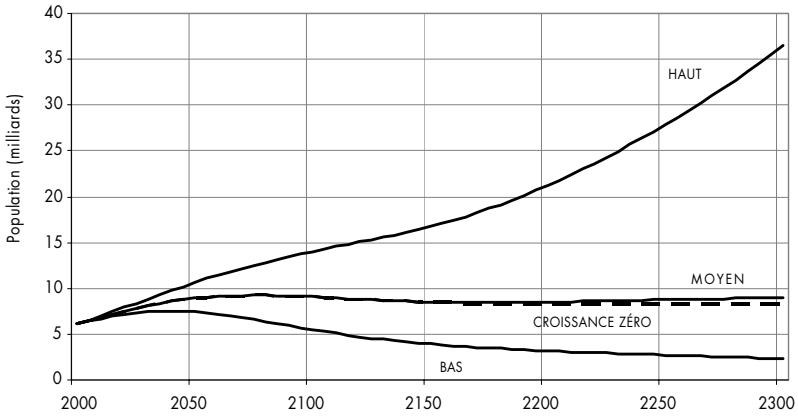
(2) Pollard D. (Ed.), 2010. *Rapport Planète Vivante 2010. Biodiversité, biocapacité et développement,* WWF, Gland

L'Europe a par exemple connu cette évolution en environ deux siècles, durant lesquels la population du continent a été multipliée par quatre.

En effet, les taux de fécondité se rapprochent de l'équilibre dans la plupart des pays et continents dits "en développement". Les Nations Unies retiennent à ce propos trois hypothèses.

Le premier scénario (voir graphique ci-contre) prend l'hypothèse d'une fécondité haute, qui augmenterait même dans certaines régions du monde — ce qui est peu probable au regard des tendances actuelles ; la transition démographique n'aurait pas lieu et nous serions alors 10,6 milliards en 2050, et 35 milliards en 2300… Le second scénario, plus réaliste, repose sur l'hypothèse d'une fécondité assurant le remplacement des générations ; il verrait la population se stabiliser autour de 9 milliards d'habitants après 2050. Enfin, un dernier scénario est envisagé : il consiste en l'hypothèse d'une fécondité basse, c'est à dire un non-renouvellement des générations tel que nous le connaissons dans certains pays européens ou au Japon ; la population stagnerait alors vers 2040 aux alentours de 8 milliards d'habitants, avant de décroître lentement.

On notera que certains démographes considèrent le scénario de fécondité basse comme le plus probable d'ici à 2050, notamment parce que les évolutions récentes vont dans ce sens.



Projections de population mondiale jusqu'en 2300 selon différents scénarios[3]

Notre façon de vivre est-elle plus importante que notre nombre ?

Il semble donc de plus en plus évident que la croissance démographique ne sera pas le facteur le plus déterminant dans l'évolution de l'empreinte écologique de l'humanité au cours du siècle à venir. C'est davantage le mode de vie et d'organisation sociale, les choix politiques et techniques qui seront décisifs.

Le cas de l'alimentation est de ce point de vue assez éclairant. Hervé le Bras[4] montre à quel point la question de la faim dans le monde dépend au moins autant des modes de consommation et des techniques (les deux autres facteurs de l'équation d'Ehrlich et Holdren) que du nombre d'habitants.

La technique – Pour nourrir davantage de monde, il est possible d'améliorer les techniques de production agricole. C'est la solution productiviste qui a dominé jusqu'à présent. La FAO[5] estime que la production agricole globale a augmenté de 72 % entre 1980 et 2004, tandis que la population n'augmentait que de 44 %. Des perspectives d'amélioration sont sans doute encore possibles à l'échelle mondiale, mais on est en droit de se demander si elles sont compatibles avec une gestion durable des ressources – l'intensification agricole se traduisant par des consommations importantes d'énergie fossile, une dégradation des qualités biologiques et physicochimiques des sols, mais aussi des perspectives préoccupantes de pollution génétique (OGM).

Les modes de vie – L'autre solution consiste à jouer sur les comportements de consommation, autrement dit le contenu de l'assiette. De 1980 à 2004, par exemple, la production agricole a augmenté en moyenne de 2,1 % par an, tandis que la population augmentait de 1,2 % par an. Exprimée en calories, la ration alimentaire moyenne aurait donc dû croître de 1,1 % par an. Or, selon Hervé le Bras, elle n'a progressé que de 0,4 % par an. Pourquoi ? Tout simplement parce que le contenu de nos assiettes a évolué, laissant une part plus grande à l'alimentation d'origine animale. Aujourd'hui, près de 60 % de la production céréalière mondiale est ainsi destinée à nourrir des animaux. Or, ces calories ne sont pas intégralement rendues en bout de chaîne, lorsque les animaux sont consommés. Il devient alors évident que le mode de consommation a un impact majeur sur la disponibilité finale des ressources agricoles : à production végétale égale, une augmentation de la consommation de viande réduit la part totale de calories disponibles pour l'homme. Par exemple, si toute la production céréalière mondiale de 2003 était destinée aux hommes, nous pourrions nourrir 10 milliards de personnes. Si au contraire toute la production céréalière était destinée à l'alimentation animale, nous ne pourrions nourrir que 3,7 milliards d'êtres humains.

Trop nombreux… pour vivre sur le modèle occidental !

Le raisonnement que nous venons d'appliquer à l'alimentation est également valable pour les autres éléments de l'empreinte écologique, par exemple nos consommations d'énergie ou nos émissions de CO_2. Au final, si chaque habitant de la planète vivait sur le modèle des pays riches, il faudrait presque trois planètes supplémentaires pour répondre de manière pérenne à l'ensemble de nos besoins. Alors que la démographie mondiale est en voie de stabilisation, plus encore que notre nombre c'est donc notre façon de vivre et notre volonté de partager ou non les ressources disponibles qui seront les plus déterminantes à l'avenir.

Aurélien Boutaud ■

(3) United Nations, 2005. *World Population Prospects: the 2004 Revision, Highlights,* United Nations Pub., New-York

(4) Le Bras H., 2009. *Vie et mort de la population mondiale,* Editions le Pommier, Paris.

(5) INED – Institut National d'Etudes Démographiques, 2008. *La population mondiale,* INED, Paris. Animation consultable en ligne sur le site Internet de l'INED : www.ined.fr

Southern Pixel

L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité

Il est fréquent d'entendre dire que l'agriculture biologique ne serait qu'une lubie de riche, et ne serait pas assez productive pour alimenter l'humanité. Pourtant un grand nombre de communautés paysannes en Amérique latine, en Asie ou en Afrique font le choix de la bio pour assurer leur souveraineté alimentaire…

■ Agir pour l'environnement,
2, rue du Nord, 75018 Paris,
Tél. 01 40 31 02 37
www.agirpourlenvironnement.org

Il serait "bien connu" que la bio a des rendements plus faibles. Plus faibles que ceux d'une agriculture chimique et industrielle qui épuise les sols et les ressources et qui ne sera productive que pendant quelques décennies ? Certes. Mais cette agriculture occidentale, qui est marginale dans l'équilibre agronomique mondial, ne pourra pas continuer longtemps à dilapider son "capital naturel". Ses rendements sont un leurre. Pour l'instant, les engrais et pesticides permettent de compenser la destruction des sols et des milieux — mais le point de rupture est déjà presque atteint. Quand il sera dépassé, tout le monde prendra conscience que l'agriculture chimique ne peut pas nourrir le monde !

L'agriculture industrielle chimique occidentale est un leurre

Surtout, les techniques de l'agriculture conventionnelle sont totalement inadaptées aux conditions des milieux non tempérés. Pour assurer les rendements promis, les variétés standard soutenues par les engrais et les pesticides doivent disposer de conditions optimales et stables — or le climat des pays en développement est structurellement instable (inondations, sécheresses, cyclones…). Pire encore, ces techniques augmentent la pauvreté des populations rurales par la mécanisation, créatrice de chômage, et par l'endettement — pauvreté qui est la première cause de la faim dans le monde !

Des rendements bio qui sont réels… et s'améliorent

De leur côté, les rendements de la bio en pays tempérés ne cessent de s'améliorer. Une étude menée en Suisse depuis 1978 montre que, sur la durée, les rendements bio valent 80 % de ceux du conventionnel (source : FiBL) — ce qui serait déjà suffisant à l'Europe pour se nourrir elle-même.

Mais c'est dans les pays non tempérés que les résultats sont les plus impressionnants. L'université d'Essex a étudié 200 programmes de développement concernant 9 millions de paysans et 30 millions d'ha à travers le monde : les rendements en bio sont supérieurs de 93 % à ceux du conventionnel ! A Maikaal (Inde), le passage en bio de 3200 ha a permis une augmentation des rendements de 20 %. Une étude du programme des Nations Unies pour l'environnement constate en Afrique un doublement des rendements par le passage en bio. Dans ces pays, la conversion en bio permet de reconstituer la fertilité des sols, de retrouver des variétés locales adaptées… et d'assurer une autosuffisance alimentaire que la très mal nommée "révolution verte" avait fait perdre. Les techniques bio sont en effet particulièrement performantes en milieux tropicaux ou instables.

Deux études ont évalué séparément l'hypothèse d'une conversion mondiale à la bio. L'université du Michigan a testé deux modèles : le premier en extrapolant au monde entier les rendements de l'agriculture bio occidentale, le second

en extrapolant plus précisément les rendements, grande région par grande région. Le premier suffit à nourrir le monde très correctement (2641 kilocalories/jour/personne), le second permet de très larges excédents (4831 kcal/j/pers.). De son côté, l'Institut danois des sciences agricoles a évalué une production bio planétaire en appliquant un modèle validé par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires de la Banque mondiale : le résultat est très favorable à l'agriculture biologique, qui serait largement capable de nourrir l'humanité. Dans les deux études, la production baisserait légèrement en Europe et en Amérique du Nord, mais augmenterait très significativement dans les pays du tiers-monde, permettant ainsi de rééquilibrer les productions alimentaires.

Il va de soi que la technique ne remplacera pas les décisions politiques : la première cause de la faim dans le monde est avant tout géopolitique et économique ; le passage en bio n'est pas plus une solution miracle que les précédentes innovations. Mais si ce sont les populations elles-mêmes qui l'imposent, la bio est susceptible de redonner aux nations une autonomie alimentaire que la "révolution verte", les traités internationaux et les OGM leur ont fait perdre.

Jacques Caplat ■
Agronome
Chargé de campagnes à
Agir pour l'environnement

Le Kerala : vers une transition démographique et écologique ?

Le Kerala vient de faire le choix de l'agriculture biologique au niveau national. Un moyen d'arriver à une bonne qualité de vie tout en respectant une empreinte écologique faible.

DEPUIS LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE, L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE l'humanité a augmenté de manière forte et continue. Comme nous l'avons évoqué[1], cette croissance a été marquée grosso modo dans les pays industrialisés par deux phases qui tendent à se succéder :

> d'abord une phase d'explosion démographique, durant laquelle l'augmentation de l'empreinte écologique a été en grande partie liée à l'augmentation de la population ;

> ensuite une phase que l'on pourrait qualifier par analogie d'explosion "consumériste" ; la transition démographique s'est alors traduite dans ces pays par une stabilisation de la population, mais également par l'entrée progressive dans une société de consommation qui a généré, cette fois-ci, une croissance de l'empreinte écologique individuelle.

S'il va de soi que les pays du Nord doivent urgemment réduire leur empreinte écologique, une question centrale pour les pays du Sud consiste à savoir si cette évolution en deux phases de croissance (démographique/consumériste) est inéluctable[2].

Transition démographique

Situé dans le sud-ouest de l'Inde, sur la côte de la mer d'Oman, l'Etat du Kerala est intéressant à analyser de ce double point de vue. Sur le plan socioéconomique, cet Etat de 31 millions d'habitants a d'ailleurs attiré l'attention de très nombreux observateurs au cours des dernières décennies. A tel point que les politologues et économistes parlent aujourd'hui volontiers du *modèle du Kerala*[3] pour désigner ce qui paraît à leurs yeux comme une quasi-anomalie : à savoir un Etat dirigé de longue date par une coalition de gauche[4] qui

(1) Voir l'article d'introduction du dossier, p. 6

(2) Une autre question consiste à savoir si elle est possible ! Les ressources de la planète n'étant pas infinies, l'accession de ces populations à un niveau de consommation équivalant à celui de l'Occident est en effet peu probable. C'est ce dont témoignent les résultats de l'empreinte écologique : si chaque habitant de la Terre vivait comme un Français, il faudrait deux planètes et demie comme la nôtre pour répondre aux besoins de l'humanité !

(3) Voir par exemple Parayil G., 2000. *Kerala: The Development Experience: Reflections on Sustainability and Replicability.* Zed Books, Londres.

(4) *The Left democratic front,* dirigé par le Parti Communiste Indien

Michel Hasson

▲ *Marché aux légumes à Thiruvananthapuram, capitale du Kerala.*

est parvenu, malgré les pressions exercées par la globalisation, à maintenir une politique sociale très volontariste, notamment grâce à l'implication marquée de la société civile (le Kerala étant l'un des Etats dont la vie politique et démocratique est la plus active du pays). Résultat de cette "incongruité économique et politique" : au Kerala, les faibles revenus des habitants (quelques centaines de dollars par an en moyenne) n'ont absolument pas empêché ces derniers d'atteindre un niveau de développement humain digne de celui des pays les plus riches. Avec une espérance de vie proche de 75 ans, un niveau d'alphabétisation très important et un taux de scolarisation avoisinant les 100%, le Kerala n'a en effet guère à envier aux nations industrialisées sur ces aspects.

La politique d'éducation et d'émancipation des femmes influe directement sur la question démographique. Le Kerala bat en effet tous les records dans le domaine de la maîtrise de la natalité, avec un taux de fécondité inférieur à deux enfants par femme, soit à peu près le niveau de l'Union Européenne. Du fait de sa politique très active dans le domaine social — en particulier à l'égard des femmes — et sans doute également du fait d'une densité importante, le Kerala est ainsi parvenu à atteindre une transition démographique très précoce.

Transition écologique ?

Mais le modèle du Kerala ne se limite pas à ces données socioéconomiques. Car le niveau de développement humain élevé de cet Etat étant caractérisé par un niveau de vie matériel paradoxalement assez faible, son empreinte écologique est, du coup, très modérée[5]. Pour William Rees, le cas du Kerala est la démonstration typique qu'il est possible d'atteindre une qualité de vie très élevée avec un impact minimal sur la planète, à condition d'investir davantage dans le capital social ("plus de liens") que dans le capital manufacturé ("plus de biens")[6].

Ce rejet relatif du productivisme s'explique également au Kerala par le fait que cette région du monde prend aujourd'hui conscience des conséquences négatives de la révolution verte, à savoir l'empoisonnement par les pesticides d'une partie de la population, la destruction progressive des milieux par les engrais et la mécanisation, mais aussi la perte de contrôle par les fermiers de leur outil de production. C'est ce constat, largement développé dans un récent rapport gouvernemental par l'*Organic Farming Authority of Kerala,* qui a amené le gouvernement à élaborer une stratégie de conversion totale de sa production agricole en agriculture biologique[7]. Et la stratégie élaborée n'y va pas par quatre chemins, puisqu'elle imagine pouvoir engager cette conversion en cinq ans, à raison de 20% des surfaces par an.

C'est là une manière d'affirmer que le productivisme n'est pas la seule solution afin de nourrir les pays du Sud. Et un pas supplémentaire du Kerala sur la voie de la transition écologique !

Aurélien Boutaud ■

(5) Alexandra W., 1998. "Exceptional Kerala : Efficient and Sustainable Human Behaviour", in James U.V. (Ed.), 1998. *Capacity Buildings in Developing Countries,* Praeger Pub., Westport. pp. 152-174.

(6) "Kerala shows that a high quality of life with minimal impact on the Earth is possible through the accumulation of social rather than manufactured capital", Rees W., *"Ecological Footprints and the Pathology of Consumption",* in Woolard R.F., Ostry A.S. (Eds), 2000. Fatal Consumption, Rethinking Sustainable Development, UBC Press, Toronto., pp. 21-51

(7) Kerala State Organic Farming Policy, Strategy and Action Plan : www.keralabiodiversity.org/pdf/policy.pdf

D. R.

Trop tard pour un antinatalisme écolo ?

Le point de vue écolo sur l'épineux sujet de la démographie est souvent simplifié à l'opposition entre deux courants : on aurait le choix entre d'un côté une conception "deep écologiste" de l'homme comme espèce invasive et destructrice par essence et dont il faudrait limiter le nombre, et de l'autre côté une vision plus politique qui concevrait l'impact des humains sur leur milieu comme étant principalement le fait des modes de vie et de l'organisation sociale. Cette deuxième vision est de loin la plus répandue dans le mouvement écologiste : elle s'ajuste très bien aux revendications des luttes environnementales visant à "changer le système". Et pourtant il n'y a pas lieu de choisir entre ces deux visions : elles sont aussi caricaturales l'une que l'autre.

La deep ecology n'est pas antihumaniste, et les livres récemment traduits d'Arne Næss nous présentent un auteur plutôt modéré[1]. Quant à se focaliser sur les modes de vie en négligeant le facteur multiplicateur de la population, c'est se priver d'un élément essentiel de l'équation[2]. De plus, la rivalité supposée entre ces deux visions laisserait entendre qu'il est impossible d'imaginer une écologie politique à la fois humaniste et antinataliste. Le 20e siècle nous a pourtant apporté plusieurs démentis, qui peuvent être autant de sources d'inspiration pour aborder aujourd'hui la démographie à travers le prisme écologiste.

Les néomalthusiens, héritiers irrévérencieux de Malthus

Si Malthus était inflexible sur la morale, les néomalthusiens, eux, étaient bien différents. Pasteur anglican et théoricien des sciences économiques et sociales, préoccupé par la misère de ses contemporains, Malthus est passé à la postérité pour son *Essai sur le principe de population* (1798). Craignant que la population n'augmente plus vite que ses moyens de subsistance, il préconisait la limitation des naissances par l'abstinence dans les familles misérables.

Mais un siècle plus tard, à l'inverse de Malthus qui s'opposait à toute contraception, les néomalthusiens[3] s'emparèrent du contrôle des naissances et de la loi de population pour en faire un levier de libération des femmes et un moyen indispensable de lutte sociale et d'émancipation collective. En France, essentiellement entre 1896 et 1920, ils donnèrent des conférences, créèrent des revues, ouvrirent des consultations et distribuèrent des préservatifs pour défendre le droit au contrôle des naissances et faire connaître "les

(1) *"Je pense que l'on est tous d'accord pour dire qu'un père qui n'a pas d'autre choix que de tuer le dernier animal de telle ou telle espèce, de détruire le dernier carré de forêt tropicale pour nourrir un bébé qui autrement serait lui-même détruit par la faim, doit tuer ou brûler. Cela ne fait aucun doute."* Arne Naess, Vers une écologie profonde, Wildproject, 2009, p. 241

(2) L'empreinte écologique dépend à la fois de la population, de son niveau de vie et des techniques utilisées (cf. page XX).

(3) Voir l'excellent livre du démographe Francis Ronsin d'où sont extraites les citations qui suivent : *La Grève des ventres, propagande néomalthusienne et baisse de la natalité en France (XIXe-XXe siècles),* éditions Aubier-Montaigne, 1980. Voir aussi Francis Ronsin et Roger-Henri Guerrand, *Le Sexe apprivoisé.* Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances, La Découverte, 1990

procédés anticonceptionnels qui permettent d'en faire une arme contre le malheur".

Quel malheur ? C'est le malheur de la femme, exposée aux grossesses répétées et aux avortements clandestins, et le malheur des familles condamnées à la misère par les naissances trop nombreuses. Mais c'est aussi le malheur de la société : au-delà des individus, les néomalthusiens insistent aussi beaucoup sur l'émancipation collective. Ils argumentent que les nombreuses naissances provoquent la surabondance de travailleurs, donc le chômage et la misère, ainsi que la pléthore de soldats, donc la guerre. Des mouvements syndicalistes et anarchistes rejoignent vite les néomalthusiens avec pour ennemis communs l'Eglise, le patronat et la bourgeoisie qui comptent dans leurs rangs les "repopulateurs"[4] : "les tartuffes bourgeois ne veulent de nombreuses naissances chez les travailleurs que pour être pourvus de chair à plaisir, de chair à travail et de chair à canon".

Une loi[5] de 1920 condamnant "la propagande anticonceptionnelle ou contre la natalité" frappera très durement le mouvement néomalthusien, qui avait su inventer un "malthusianisme d'émancipation", en lançant au passage un pied de nez ironique à la morale de Malthus.

1970 : une occasion manquée

Chez les pionniers de l'écologie politique des années 1970, la question démographique fut également un thème essentiel. Paul Ehrlich est le plus connu avec son titre choc : *La Bombe "P"*[6]. C'est aussi un auteur que l'on met volontiers en avant pour discréditer et caricaturer les théories portant sur la population car plusieurs de ses projections chiffrées se sont révélées fausses. Il a pourtant été un auteur de référence de l'écologie politique du début des années 1970, parce qu'il traitait la question démographique en y incluant l'influence déterminante des niveaux de vie.

Dans l'édition française de *La Bombe "P"*, publiée en 1971 avec le soutien des Amis de la Terre, on trouvait une postface et une préface des deux fondateurs du groupe écologiste Survivre et vivre : Alexandre Grothendieck et Pierre Samuel. "Notre confort, nos autos, notre gaspillage, notre civilisation clinquante reposent sur la misère du reste du monde. A nous donc de réfléchir les premiers aux différentes manières qui nous permettraient de peser moins lourd dans la balance mondiale. En France, notre croissance démographique est relativement faible. Faible certes, mais souvenons-nous que chaque Français qui naît aujourd'hui pèse le poids de cent Asiatiques. Le surpeuplement c'est cela."

Pour René Dumont, qui lui aussi s'appuyait parfois sur les travaux d'Ehrlich, la question démographique devait surtout conduire à une autocritique du Nord. "Le Français de la classe moyenne supérieure, par exemple le professeur d'université comme moi, consomme en moyenne 250 fois plus de matières minérales et de pétrole que le paysan indien. Alors l'arrêt de la croissance de la population est plus urgent encore dans les pays riches, pilleurs, gaspilleurs du Tiers-Monde, que dans les pays pauvres. Il est urgent, *chez nous,* si nous voulons donner à tout le monde non seulement l'alimentation, mais aussi la verdure, les espaces verts, les plages. Il faut arrêter la croissance de la population française, et la proposition d'une France de 100 millions d'habitants est une proposition à caractère criminel !"[7]

2010 : trop tard pour l'écomalthusianisme ?

Aujourd'hui la question démographique ne semble plus être une question essentielle pour les écologistes. Le sujet est jugé non seulement non pertinent mais aussi tellement glissant qu'on

(4) appelés aussi "lapinistes" par leurs opposants

(5) l'une des "lois scélérates" de restriction de la liberté d'opinion.

(6) "P" comme population. Paul R. Ehrlich, *La bombe "P", 7 milliards d'hommes en l'an 2000,* 1972, Fayard/Les Amis de la terre [1971]

(7) Extrait d'un des spots de campagne de René Dumont pour la campagne présidentielle de 1974.

(8) Voir les commentaires essuyés l'an dernier par Yves Cochet après sa proposition de "grève du 3e ventre" : viser la neutralité de l'Etat en accordant une allocation égale pour chaque enfant, que ce soit le 1er, le 2e, le 3e, etc. La France a actuellement une politique d'encouragement à la natalité : le 3e enfant et les suivants donnent droit à des allocations plus importantes que les deux premiers.

préfère l'éviter. Les accusations d'antihumanisme sont vites lancées à ceux qui s'y hasardent[8].

C'est en effet un thème délicat et il y a plusieurs écueils à éviter. Il faut se garder en priorité de donner des arguments supplémentaires à ceux qui veulent limiter l'immigration en vertu d'une vision protectionniste et nationaliste de la démographie. Il faut se garder ensuite d'un discours qui stigmatiserait les naissances trop nombreuses *des autres*. L'empreinte écologique des Occidentaux devrait au contraire nous amener à une conception *universaliste* de la limitation des naissances.

D.R.

> **Le professeur d'université comme moi, consomme en moyenne 250 fois plus de matières minérales et de pétrole que le paysan indien.**
>
> **René Dumont,**
> **campagne élections présidentielles, 1974.**

A l'intérieur de ces limites, il y aurait la place pour un discours antinataliste et écologiste. Quelques tentatives ont été faites : parmi d'autres gestes écologiques, le WWF proposait en 2007 de reporter volontairement d'un an la naissance des enfants.

De son côté, le mouvement britannique des Villes en transition rappelle que si la population occidentale se stabilisait, nous serions d'autant plus prêts à accueillir des réfugiés climatiques : le groupe de Totnes a imaginé voir en 2012 une campagne "Two is plenty"[9] sur la limitation volontaire des naissances.

D.R.

Enfin, sur un ton plus potache, la "Fête des non-parents, les vrais héros de notre temps", réunit depuis 2009 les non-pères et les non-mères, qui y reçoivent une "médaille du mérite écologique".

Comparé aux avertissements de Paul Ehrlich, cet écomalthusianisme des années 2000 reste très modéré. Mais ce qui a véritablement changé entre-temps, c'est la situation d'urgence que nous vivons et qui réduit notre marge de manœuvre. En 1975, alors qu'il n'y avait que 4 milliards d'êtres humains, il était encore temps d'anticiper les crises et catastrophes à venir en réorientant les politiques démographiques mais aussi énergétiques, agricoles, économiques, etc. Or, une politique démographique n'a pas d'effet immédiat : il faut attendre plusieurs décennies pour en sentir vraiment les effets. Si l'on pense aujourd'hui n'avoir plus que 10 ans pour agir, comme l'affirme le GIEC, alors il est peut-être trop tard pour la limitation des naissances.

La difficile transition vers l'après-pétrole sera désormais l'affaire de 7 milliards d'êtres humains.

Mathilde Szuba ■

(9) On pourrait traduire par "Deux, c'est déjà bien !". www.totnesedap.org.uk

Croissance, décroissance et démographie

D.R.

Maldives : ces îles sont menacées par la montée des eaux… mais aussi par la surpopulation et la surconsommation.

Alors que l'on parle de plus en plus de décroissance, les procès en malthusianisme — entendu comme le projet de limiter la natalité des pauvres — se multiplient de la part des tenants de la croissance. Pourtant, dans une situation où les tensions sur les ressources naturelles vont grandissant, on peut légitimement se demander quelle option politique comporte le plus de risques de dérives malthusiennes : le productivisme façon croissance verte ou l'antiproductivisme à la sauce décroissante ? Essayons d'explorer cette question.

Comme nous l'avons évoqué en introduction de ce dossier[1], la démographie n'est qu'un élément de la problématique écologique parmi d'autres. Au delà du "combien nous sommes", le "combien nous consommons" et le "comment nous produisons" jouent un rôle tout aussi important dans une perspective de résolution (ou d'aggravation !) de la crise écologique.

Deux visions de l'écologie

Or, nous l'avons vu[2], la question démographique reste aujourd'hui largement taboue dans les débats portant sur l'écologie et les limites des ressources. Mettons donc pour l'instant l'enjeu de la population (P) de côté. On comprend alors pourquoi la question des limites des ressources naturelles a jusqu'à présent divisé l'opinion occidentale plus ou moins en deux clans, qui s'opposent en grande partie sur la dose des deux autres facteurs de l'équation d'Ehrlich et Holden (voir p.6) qu'il convient d'appliquer pour résoudre le problème : produire toujours davantage grâce à la technologie (T) ? Ou consommer moins en modifiant notre mode de vie et d'organisation sociale (A) ?

Plus de T : la solution productiviste

D'un côté, l'approche dominante rejette radicalement l'idée d'une réduction de la consommation dans les pays les plus riches. Celle-ci, nous dit-on, entraînerait une baisse du PIB et un chaos social. Et de fait, dans une économie productiviste, la compétition entre agents économiques amène à une course à l'accroissement de la productivité du travail (grâce à la mécanisation, l'informatisation, l'intensification, la "rationalisation" de l'organisation du travail, etc.). Sauf à travailler moins (ce qui est peu compatible avec le projet d'accumulation capitaliste), cette hausse de la productivité

(1) Voir l'article d'introduction de ce dossier, p. 6

(2) Voir l'article de Mathilde Szulba, p. 11

se traduit donc par une croissance continue des quantités produites, qui elle-même nécessite de stimuler toujours davantage la consommation pour maintenir le taux d'emploi. Raison pour laquelle, depuis les années 1950, l'essentiel des efforts de l'industrie consiste à trouver de nouveaux débouchés et susciter de nouveaux besoins pour écouler la surproduction, seule manière de maintenir un certain niveau d'emploi. Dans une telle mécanique "shadockienne", la moindre évocation d'une décroissance est aussitôt associée au spectre de la hausse du chômage et des inégalités[3].

Les raisons de craindre une telle récession sont donc fondées. Mais le problème tient au fait que la croissance bute aujourd'hui sur une limite physique et écologique. Sur cette base, on peut se contenter de dire, comme le fit George Bush en 1992 au Sommet de la Terre, que notre mode de vie (la variable "A" de l'équation d'Ehrlich et Holdren) "n'est pas négociable". Mais cela signifie alors que le principal levier d'action mobilisable pour modérer notre impact sur l'environnement tient en la variable "T" de l'équation, en imaginant notamment que cette technique salvatrice permettra quasi-indéfiniment l'augmentation de la productivité des ressources naturelles. On comprend pourquoi tous les discours productivistes en arrivent systématiquement à invoquer en ultime recours la science et la technique. Luc Ferry, par exemple, le dit avec quelques détours : "je ne suis pas du tout un optimiste scientiste (…) ; je dis simplement que le seul pari qui tienne la route aujourd'hui pour un Européen et singulièrement pour un Français (…) c'est l'innovation scientifique, c'est la croissance verte[4]". Mais c'est sans doute Claude Allègre qui résume le mieux le point de vue productiviste avec son concept d' "écologie productive[5]" : de la géoingénierie censée nous permettre de refroidir le climat ou d'enfouir le carbone dans le sous-sol, en passant par le nucléaire, les nanotechnologies ou encore les OGM, tout est bon aux yeux de l'ancien ministre de l'Education nationale pour ne pas menacer cette sacro-sainte croissance qui conditionne le fragile équilibre de la société productiviste.

Moins de A : la solution décroissante

Si les productivistes rejettent l'idée d'une décroissance de la consommation (le facteur "A" de l'équation), il est également vrai que les objecteurs de croissance se méfient de la technique (le facteur T). D'abord parce que celle-ci n'a, jusqu'à présent, pas permis de rendre l'économie plus soutenable sur le plan écologique. Et pour cause, puisque dans un système basé sur la croissance, les économies de ressources générées par les améliorations techniques ont tendance à être annulées par l'accroissement de la consommation. C'est ce qu'on appelle l'effet rebond, parfaitement illustré dans un récent rapport du Commissariat général au développement durable montrant que les améliorations de rendement des moteurs des véhicules n'ont pas permis de faire baisser la consommation de carburant en France, du fait de l'augmentation de la taille des voitures et de leur niveau d'équipement[6]. Enfin, d'Ivan Illich à Jacques Ellul, en passant par Serge Latouche ou Bernard Charbonneau, la technique a également été dénoncée par les principaux penseurs de l'écologie politique, à cause des menaces qu'elle fait peser sur le mode d'organisation sociale — ce que Jacques Ellul appelait le "système technicien[7]" dans lequel la machine finit par prendre le dessus sur l'homme en obligeant celui-ci à s'adapter à elle[8].

C'est pour cette raison que, plutôt qu'une hypothétique solution technique, les objecteurs de croissance prônent une sortie du système productiviste se traduisant concrètement par une moindre consommation matérielle dans les pays industrialisés (décroissance du facteur "A") et une réorganisation sociale fondée sur un meilleur partage des ressources — le slogan "moins de biens, plus de liens". Les recettes pour y parvenir sont encore balbutiantes et, surtout, les manières d'agencer ces propositions pour qu'elles fassent système sont encore loin de faire l'unanimité. Mais il s'agit bien de démonter les rouages du productivisme : favoriser une économie de coopération entre les hommes et avec la nature (vs compétition et domination), rendre à la monnaie sa fonction d'échange (vs spéculation et accumulation), relocaliser les outils de production (vs mondialisation), partager les richesses grâce à des mécanismes de

Malthus et le malthusianisme

Dans son Essai sur le principe de population, Malthus part du constat que la population tend à augmenter de façon géométrique alors que les ressources n'augmentent que de façon arithmétique. Il en conclut que cette tendance est l'une des principales raisons de la misère et de la pauvreté. Malthus préconise par conséquent que les familles peu à même de pouvoir nourrir leur progéniture restreignent leur procréation, selon un principe simple : "ne pas mettre au monde des enfants si l'on n'est pas en état de les nourrir".

Par extension, et bien que la pensée de Malthus soit plus complexe, on a fini par appeler malthusianisme toute politique de restriction de la natalité, en particulier lorsque celle-ci vise les plus pauvres.

(3) A ce phénomène s'ajoute également ce que les économistes nomment l'effet de ruissellement : idée selon laquelle l'agrandissement du gâteau profite mécaniquement aux plus faibles (il y a plus de miettes), ce qui permet au passage de reléguer la question d'un partage plus équitable du gâteau à plus tard, chacun se trouvant déjà heureux d'augmenter sa part…

(4) Ferry L., 2009. Interview, "Les retours du dimanche", *France Culture,* 20-12-2009 (rapportée sur le site : www.decroissance.org/?chemin=insultes)

(5) Voir notamment Allègre C., 2009. "L'écologie non productive, c'est quoi", *Libération,* 17 juillet 2010.

(6) CGDD, 2010. *CO_2 et activités économiques de la France — tendances 1990-2007 et facteurs d'évolutions,* CGDD, MEEDDM, Paris.

(7) Ellul J., 2004 (rééd.). *Le Système technicien,* Le Cherche Midi, Paris.

(8) Pour Ivan Illich, les techniques peuvent être séparées en deux catégories : celles dites conviviales, qui servent l'homme et la société (nature comprise) sans l'asservir, parce que ces technologies sont ouvertes et autonomes (le vélo…) ; et celles qui au contraire obligent l'homme à s'adapter, individuellement et collectivement, à une forme de système technicien et hétéronome qui finit par dicter sa loi (la voiture : les routes, les autoroutes, l'industrie pétrolière, etc.). Illich I., 1972. *La Convivialité,* Le Seuil, Paris.

D.R.

➤ *Monaco : surpopulation de riches, 2e Etat le plus petit du monde, revenu le plus élevé par habitant au monde, donc empreinte écologique maximum*

➤ *Lichtenstein : 4e plus petit Etat en surface, 35 000 habitants, mais 74 000 multinationales !*

Animaux domestiques et démographie

Le poids écologique des populations les plus riches de la planète, occidentalisées, est considérablement alourdi par le poids de leurs animaux domestiques, au premier plan desquels les chats et surtout les chiens. Avoir un gros chien pèse autant que faire 30 000 km par an en voiture, révèle une étude du *New Scientist* du 23 octobre 2009. Sans le poids de nos animaux domestiques, nous pèserions moins sur la planète et sur les conditions d'existence de millions de personnes dans le monde. 60 millions d'amis en France… et combien de milliers de morts au Sud ? En tout état de cause, il vaut sans doute mieux avoir un lapin (herbivore et castré) qu'un chien (carnivore)…

revenus minimum et maximum (vs précarisation et inégalités), favoriser la qualité (vs quantité), travailler moins (vs travailler plus), promouvoir les biens communs et l'autonomisation (vs propriété privée de ce qui est nécessaire à tous), sortir de l'économisme et saper les bases du consumérisme en restreignant la publicité, etc.

Croissance, décroissance et démographie (P)

Ce rapide tour d'horizon est forcément caricatural, mais il permet de comprendre que la question des limites écologiques renvoie à des solutions politiques potentiellement très différentes, dont le point commun est finalement qu'elles laissent assez largement en jachère la question démographique.

Alors pourquoi les écologistes et autres objecteurs de croissance se font-ils encore qualifier de malthusiens ?

Première hypothèse : les objecteurs de croissance auraient tendance à préconiser une réduction de la natalité chez les plus pauvres. Mais force est de constater que la littérature décroissante est aujourd'hui muette sur ce sujet[9]. Georgescu-Roegen lui-même n'évoquait que très vaguement la question dans son ébauche de programme bioéconomique[10]. Et les préconisations des écologistes du 21e siècle s'avèrent pour le moins anecdotiques, comme nous l'avons vu[11], puisque le plus "extrême" semble être Yves Cochet qui ne propose pourtant qu'un arrêt des politiques d'incitation à la natalité… dans les pays riches[12]. Soit exactement le contraire de ce que suggérait Malthus, à savoir la maîtrise de la natalité des pauvres.

Autre hypothèse : les décroissants auraient tendance à avoir une vision de l'avenir qui laisse la part belle à des scénarios d'effondrement démographique. Il est vrai que la théorie de l'Olduvai[13], qui suppose que la raréfaction de l'énergie se traduira par un effondrement de la population, est souvent citée par les décroissants à tendance apocalyptique. Mais accuser de malthusianisme ceux qui mettent en garde contre un danger d'effondrement démographique bien réel, c'est confondre le lanceur d'alerte et le pyromane : cela ne tient pas.

Renversement de la charge…

A y regarder de plus près, les théories décroissantes sont donc à mille lieues du malthusianisme. Mais on peut se demander en revanche si les théories croissancistes n'en portent pas les germes. Car en s'obstinant à considérer que le mode de vie des pays les plus riches n'est pas négociable et doit encore croître, en pérennisant un modèle fondé sur la compétition et la surconsommation d'une partie de la population au détriment d'une autre, le scénario de la croissance capitaliste nous enferme dans un pari technologique qui, s'il échoue à produire toujours plus, pourrait bien nous mener droit vers le scénario imaginé par Malthus : une captation des ressources devenues rares par les plus riches, qui chercheront à maintenir leur niveau de vie au détriment de la survie des pauvres. Les émeutes de la faim déclenchées en 2006, année du pic pétrolier mondial, ne laissent pas envisager autre chose : tandis que le peuple mexicain défilait pour dénoncer le renchérissement des prix du maïs, les agrobusinessmen états-uniens convertissaient massivement leur production alimentaire en agrocarburants — alors présenté comme une technologie verte. Les pauvres comme variable d'ajustement : n'est-ce pas précisément le programme malthusien ?

Aurélien Boutaud ■

(9) Voir à ce propos les articles parus dans *Les cahiers de l'IEESDS,* 2009. "La décroissance contre Malthus" n°3, juillet 2009

(10) Le "père" de la décroissance proposait une diminution progressive de la population, sans vraiment préciser si elle devait coïncider avec la phase de transition démographique mondiale ou être favorisée par des politiques de planning familial ou autres : Georgescu-Roegen, 1978. "De la science économique à la bioéconomie", *Revue d'économie politique,* vol. 88, n°3, pp. 357-382

(11) Voir à ce propos l'article de Mathilde Szulba, p. 11

(12) Piro P., 2009. "Limiter les naissances ? Yves Cochet s'explique", *Politis,* 11 juin 2009.

(13) Duncan R., 2000. "The Peak of World Oil Production and the Road to the Olduvai Gorge", Communication au *Geological Society of America Summit 2000,* Reno, 13 novembre 2000.